



## Conseil économique et social

Distr. générale  
31 janvier 2006  
Français  
Original: anglais

---

### Commission du développement durable

#### Quatorzième session

1<sup>er</sup>-12 mai 2006

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

Module thématique du cycle d'application

2006-2007 (session d'examen)

### Lettre datée du 31 janvier 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration de Beijing sur l'énergie renouvelable aux fins du développement durable, adoptée par la Conférence internationale sur l'énergie renouvelable tenue à Beijing les 7 et 8 novembre 2005 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la quatorzième session de la Commission du développement durable.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
Représentant permanent de la Chine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) **Wang** Guangya

---

\* E/CN.17/2006/1.



**Annexe à la lettre datée du 31 janvier 2006, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration de Beijing sur l'énergie renouvelable  
aux fins du développement durable**

1. Nous, ministres et représentants des gouvernements de 78 pays, réunis dans le cadre de la Conférence internationale sur l'énergie renouvelable, tenue à Beijing les 7 et 8 novembre 2005, réaffirmons notre engagement de mettre en œuvre les textes issus du Sommet planète Terre, du Sommet mondial pour le développement durable et du Sommet mondial de 2005, et d'accroître considérablement, de toute urgence, la part de l'énergie renouvelable dans l'approvisionnement total en énergie, comme prévu dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.
2. Nous nous félicitons des activités et engagements actuels et futurs qui découlent du Sommet mondial pour le développement durable, de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables, tenue à Bonn du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2004, du Sommet du Groupe des Huit organisé à Gleneagles et d'autres initiatives internationales et régionales favorisant la promotion de l'énergie renouvelable.
3. Nous soulignons les multiples avantages qu'offrent l'accroissement du rendement énergétique et l'emploi de sources d'énergie renouvelables pour améliorer l'accès aux services énergétiques et contribuer ainsi à l'élimination de la pauvreté conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement, à la création de nouveaux emplois, à l'amélioration de la qualité de l'air et de la santé publique, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à la lutte contre les changements climatiques, au renforcement de la sécurité énergétique et à la création d'un nouveau modèle de coopération internationale.
4. Nous constatons avec préoccupation que plus de 2 milliards de personnes dans les pays en développement n'ont pas accès à des services énergétiques modernes et que 2,4 milliards sont tributaires de la biomasse traditionnelle pour satisfaire leurs besoins essentiels en énergie. Ce gouffre énergétique aggrave la pauvreté en réduisant l'accès, en particulier des femmes et des enfants, à l'information, à l'éducation, aux débouchés économiques et à des modes de vie plus sains, et compromet la viabilité économique aux niveaux local, national et mondial.
5. Nous notons également avec inquiétude que l'évolution récente du marché énergétique mondial, en particulier le doublement des cours du pétrole en moins de deux ans, a accru les risques économiques associés à une dépendance excessive à l'égard des importations d'énergie et d'un marché énergétique mondial hautement instable. En exploitant les sources d'énergie locales, telles que l'énergie hydroélectrique, éolienne, solaire, géothermale et la biomasse moderne, telle que les biocombustibles liquides, les pays peuvent créer des sources d'énergie diversifiées qui sont moins vulnérables aux brusques fluctuations des cours. C'est ainsi qu'il existe de vastes possibilités d'exploiter les biocombustibles aux fins du développement rural et des transports.
6. Malgré la mise en valeur et l'utilisation croissantes de sources d'énergie renouvelables dans les pays développés, la part globale de ces sources dans l'approvisionnement en énergie primaire à l'échelon mondial demeure faible et

restreinte. La plupart des pays en développement n'ont pas bénéficié de cette expansion. La communauté internationale devrait s'engager plus fermement à intensifier la mise en valeur et l'utilisation de l'énergie renouvelable, en particulier dans les pays en développement.

7. Nous convenons de prendre de nouvelles mesures aux niveaux national, régional et international pour accélérer l'absorption par les marchés des techniques d'exploitation des énergies renouvelables et accroître les investissements dans la recherche-développement, en particulier par les pays développés, afin d'améliorer le rendement énergétique et de réduire les frais initiaux. Nous convenons aussi qu'il faut apporter un appui accru à la commercialisation et au transfert de technologie dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud.

8. Nous reconnaissons qu'un recours sensiblement accru aux énergies renouvelables se heurte à un certain nombre de difficultés. Les politiques gouvernementales influent considérablement sur la possibilité d'attirer les investissements du secteur privé et sur le rythme d'expansion de ces sources d'énergie, comme on l'a vu dans plusieurs pays à la fois développés et en développement. L'expérience a montré que, pour accroître efficacement le recours à des sources d'énergie renouvelables, il faut : a) mettre en place des politiques ainsi que des cadres juridiques et institutionnels favorables; b) obtenir l'engagement du secteur public, notamment en faveur de politiques de recherche-développement et d'achat; c) offrir des chances égales à tous; d) encourager la participation du secteur privé et assurer une correspondance plus étroite entre les calendriers adoptés pour la mise en œuvre des politiques et les échéanciers arrêtés pour les investissements; e) appuyer la création d'industries nationales de mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, notamment de petites et moyennes entreprises; et f) offrir un financement d'un coût abordable, y compris un microfinancement, ainsi que des mécanismes de crédit à la consommation.

9. Nous estimons aussi qu'il faut mobiliser d'importantes ressources financières, à la fois auprès du secteur public et du secteur privé, investir dans l'énergie renouvelable et l'utilisation rationnelle de l'énergie, notamment en recourant à des mécanismes de financement novateurs, tels que les programmes de garantie des prêts et le Mécanisme pour développement propre ainsi que des instruments régis par les lois du marché qui soient capables d'utiliser au mieux les modestes fonds publics disponibles à cette fin. Nous sommes résolus à instaurer un climat favorable aux investissements pour attirer des capitaux privés dans le secteur des énergies renouvelables. Nous tenons à souligner que les incitations financières et l'accroissement de l'aide publique au développement peuvent jouer un rôle de catalyseur, et nous engageons vivement les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, les banques de développement régional et le Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que les gouvernements à développer considérablement leurs investissements dans les technologies de mise en valeur des énergies renouvelables. En outre, nous invitons instamment les institutions financières internationales et autres parties intéressées à améliorer les instruments et produits pour assurer un dosage approprié de financement public et privé, qui devrait contribuer à réduire les risques associés à ces technologies.

10. Nous soulignons en outre la nécessité d'améliorer la coopération internationale en matière de renforcement des capacités dans les pays en développement en vue : a) de renforcer les principes d'action à l'échelon national et l'intégration de

l'utilisation des énergies renouvelables dans les stratégies nationales de développement durable dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la santé, de l'éducation et de l'agriculture; b) d'améliorer les capacités nationales en matière de recherche-développement ainsi que le transfert et la diffusion des technologies d'exploitation des énergies renouvelables; c) de créer des marchés pour ces formes d'énergie; d) d'ouvrir l'accès au financement; e) de créer des entreprises afin de fournir, installer, exploiter et entretenir des systèmes de mise en valeur des énergies renouvelables; et e) de conjuguer la consommation accrue d'énergie renouvelable, le rendement énergétique et un plus grand recours aux technologies utilisant des combustibles fossiles non polluants.

11. Nous considérons qu'il convient de faire en sorte qu'une assistance technique dans le domaine des énergies renouvelables soit largement accessible aux pays en développement, en particulier aux moins avancés d'entre eux. Les organismes des Nations Unies peuvent et doivent jouer un rôle de premier plan à cet égard. Il convient de renforcer les moyens et ressources dont ils disposent et d'améliorer la coopération interorganisations afin d'éviter la dispersion des efforts. Nous estimons aussi qu'il importe de diffuser les informations et les connaissances, les enseignements tirés et les pratiques optimales et de multiplier les expériences en matière de mise en valeur et d'application des sources d'énergie renouvelables et d'utilisation rationnelle de l'énergie. Réunir les divers partenaires dans le cadre de réseaux ainsi que d'autres initiatives internationales et régionales devrait faciliter de tels échanges et rendre l'information plus aisément accessible aux pays en développement.

12. Nous nous félicitons que le prochain cycle d'application pour 2006-2007 de la Commission du développement durable soit essentiellement axé sur l'énergie. Nous pensons aussi que la situation mondiale actuelle, notamment la prise de conscience accrue du fait que les pays en développement souffrent d'une pénurie d'énergie, les risques associés aux changements climatiques, le rôle important que l'énergie renouvelable devrait jouer dans le développement durable et la sécurité énergétique, le nombre croissant d'initiatives et d'engagements internationaux de même que l'extrême instabilité des marchés énergétiques mondiaux offrent une occasion sans précédent de relever le défi stratégique qui consiste à transformer nos systèmes énergétiques et à combler le gouffre énergétique qui sépare les pauvres des riches et les pays en développement des pays développés. Nous invitons la Commission à envisager d'adopter un mécanisme efficace pour examiner et évaluer les progrès visant à accroître considérablement la part mondiale de l'énergie renouvelable comme prévu à l'alinéa e) du paragraphe 20 du Plan de mise en œuvre de Johannesburg. On pourrait ainsi situer les problèmes dans une optique à long terme et encourager la prise de mesures rapides. Un tel examen périodique pourrait offrir la possibilité d'améliorer la coopération aux niveaux national, régional et international dans le domaine des énergies renouvelables aux fins du développement durable, notamment grâce à l'échange de données d'expérience et de pratiques optimales et à l'instauration d'un climat plus favorable au transfert de technologie et à la commercialisation rapide de techniques novatrices d'exploitation des énergies renouvelables. Cet examen pourrait aussi aider à examiner les liens entre l'énergie et le module thématique bisannuel de la Commission et à encourager la présentation de rapports sur une base volontaire par le biais de communications émanant des organisations et réseaux internationaux compétents.

13. Nous nous félicitons de la participation et des contributions à la Conférence des parlementaires, des autorités locales et régionales, des institutions internationales, des représentants du secteur privé, des associations internationales s'occupant des énergies renouvelables, des organisations non gouvernementales, de la société civile, des associations féminines, des jeunes et des milieux universitaires, et nous soulignons qu'il importe qu'ils continuent tous à jouer leur rôle pour accroître la mise en valeur et l'utilisation des énergies renouvelables.

14. Nous exprimons notre profonde reconnaissance et nos vifs remerciements au peuple et au Gouvernement de la République populaire de Chine pour l'efficacité avec laquelle ils ont organisé la Conférence ainsi que pour leur générosité et leur hospitalité. Nous demandons aux autorités chinoises de bien vouloir envisager de communiquer les textes et la Déclaration issus de la Conférence à la Commission pour le développement durable à sa quatorzième session.

---